

Contact presse

Christian Zeyer
christian.zeyer@swisscleantech.ch

T: +41 58 580 08 32

M: +41 79 606 21 46

 [@swisscleantechD](https://twitter.com/swisscleantechD)

Communiqué de presse

Révision de la loi sur le CO₂: La protection du climat en Suisse doit être prioritaire

Zurich, 29.11.2018 – L'association économique swisscleantech demande au Conseil national de poser maintenant les jalons d'une politique climatique suisse ambitieuse. D'ici 2030, les émissions de CO₂ en Suisse doivent être réduites d'au moins 40%. Le peuple suisse veut lui aussi réduire les gaz à effet de serre en priorité en Suisse.

Le 3 décembre, le Conseil national entame les délibérations sur la révision totale de la loi sur le CO₂. Le Conseil fédéral propose que les émissions suisses baissent seulement de 1% par an d'ici 2030. C'est nettement moins que la réduction qui a été obtenue ces dernières années, et insuffisant au vue des dernières conclusions des experts du climat. Si l'on veut limiter le changement climatique et le risque d'événements météorologiques extrêmes, les émissions globales doivent être réduites à zéro d'ici 2050.

« Un objectif national d'au moins 40% est un signal fort pour l'investissement en Suisse et aide à préparer les infrastructures à affronter l'avenir », déclare Christian Zeyer, directeur de swisscleantech. « Une loi sur le CO₂ ambitieuse favorise la capacité d'innovation de l'économie suisse. Les partenaires commerciaux qui comptent pour la Suisse ont déjà des objectifs nettement plus ambitieux. »

Au lieu de cela, deux tiers des réductions doivent être achetées à l'étranger, suivant la proposition du Conseil fédéral. Cela va à l'encontre des souhaits de la population. Plus de 80% des Suisses pensent que notre pays doit baisser ses émissions de CO₂ exclusivement ou en priorité en Suisse. C'est ce que montre une enquête représentative récente de gfs-zürich.

« Les moyens pour réduire efficacement les émissions en Suisse existent », pour Zeyer. « L'artisanat et l'industrie suisses sont prêts. Il faut des conditions-cadre pertinentes et fiables. Elles permettront que notre économie reste concurrentielle. »

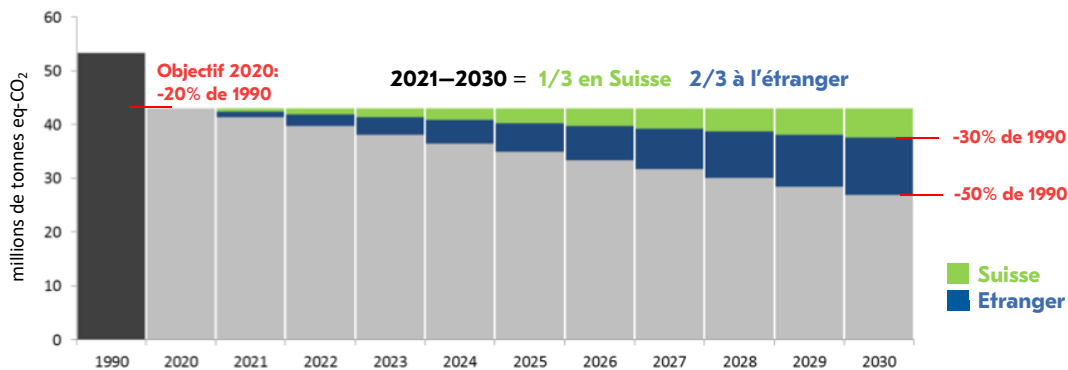
De plus, nous ne savons pas exactement quel type de certificats étrangers sera disponible après 2020. A la Conférence sur le climat de l'ONU (COP24) qui commencera la semaine prochaine à Katowice en Pologne, les négociations porteront sur les règles. Il est peu probable que des règles détaillées et fiables soient adoptées rapidement. La situation de départ est pour cela trop complexe et il manque une volonté politique, ce qui génère des risques. Un objectif national ambitieux réduira en revanche les sorties de capitaux et renforcera en fin de compte les entreprises suisse.

Informations complémentaires

Objectif climatique suisse 2030

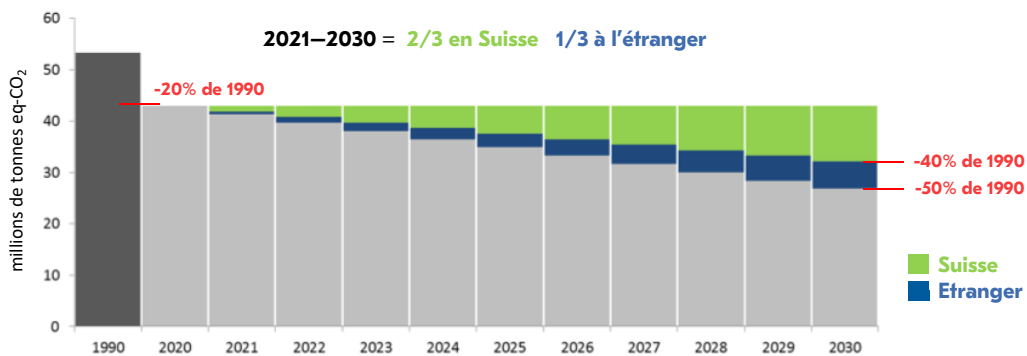
Le Conseil fédéral propose une réduction des émissions de CO₂ de 50% d'ici 2030 par rapport à 1990. Pour 2020, l'objectif de réduction est de moins 20%. Pour 2030, le nouvel objectif de réduction doit être de moins 30%. Cela signifie que les émissions en Suisse doivent baisser de 10% entre 2021 et 2030, soit 1% par an. La part des réductions d'émissions de CO₂ à l'étranger qui est envisagée est plus importante : d'ici 2030, les certificats étrangers doivent permettre de réaliser 20% des réductions. D'après la proposition du Conseil fédéral, un tiers des réductions de CO₂ incombe ainsi à la Suisse et deux tiers à l'étranger.

Proposition du Conseil fédéral



swisscleantech demande que l'objectif CO₂ national soit augmenté de 20%, de moins 20% en 2020 à moins 40% en 2030. En complément, 10% des émissions doivent être baissées à l'étranger. Cela signifie que deux tiers des réductions de CO₂ doivent être réalisés en Suisse et un tiers à l'étranger.

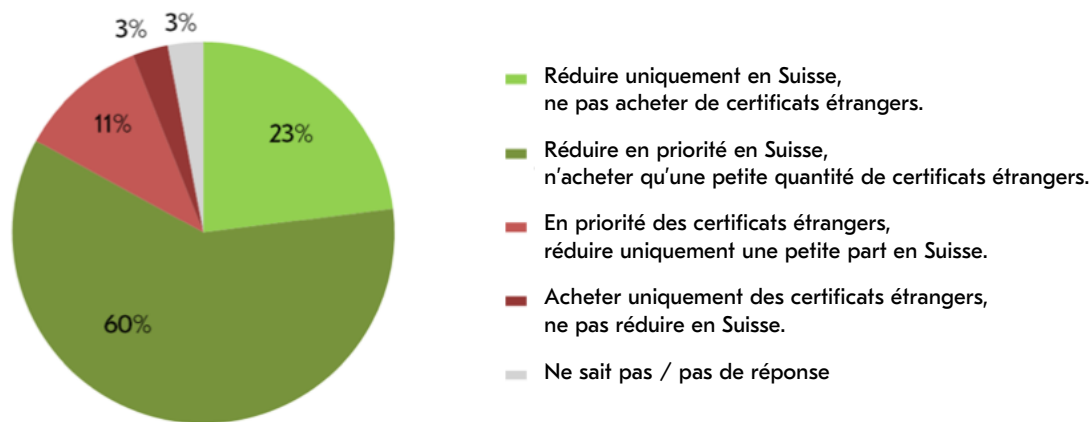
Proposition de swisscleantech



Où la Suisse doit-elle baisser ses émissions de CO₂?

Enquête de gfs-zürich

La grande majorité des Suisses pensent que la Suisse doit baisser ses émissions de CO₂ exclusivement (23%) ou en priorité (60%) en Suisse. C'est ce que montre une enquête représentative de gfs-zürich pour laquelle au total 1015 personnes ont été interrogées entre août et septembre 2018.



Qualité des certificats étrangers

Etude de swisscleantech sur les certificats étrangers: *Chancen und Risiken beim Kauf von Emissionsminderungen im Ausland*

Demandes de swisscleantech

En formulant ces demandes, swisscleantech réclame que la loi sur le CO₂ permette de limiter efficacement le changement climatique :

- Relever l'objectif national** : il faut un objectif national d'au moins 40%. C'est ce qui protégera les investissements en Suisse et préparera les infrastructures à affronter l'avenir. La réduction au moyen des certificats étrangers recèle des risques considérables en termes de qualité et induira à long terme une augmentation des coûts.
- Augmenter la taxe sur le CO₂** : la taxe sur le CO₂ a fait ses preuves comme instrument de l'économie de marché pour baisser les émissions de CO₂. La proposition du Conseil fédéral d'augmenter la taxe à 210 CHF maximum si des objectifs intermédiaires ne sont pas atteints est donc pertinente.
- Relance de l'assainissement des bâtiments** : dans le secteur du bâtiment, des potentiels d'efficacité importants restent toujours inexploités. L'assainissement énergétique touche à l'heure actuelle seulement 1% de notre parc immobilier. Le taux d'assainissement devrait être doublé. Pour cela, il faut instaurer des valeurs limites de

CO₂ à partir de 2021 pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments. Le programme Bâtiments doit par ailleurs être poursuivi.

Autres informations de swisscleantech sur la révision de la loi sur le CO₂

A propos de swisscleantech: Nous intervenons pour encourager l'économie à agir dans le respect de l'environnement. Pour cela, il faut une politique climatique suisse active et des entreprises qui s'engagent. En tant qu'association économique, nous réunissons toutes branches confondues les entreprises qui s'engagent à agir de manière écologiquement responsable. Nous partageons les connaissances, promovons l'innovation et intervenons en faveur de règles politiques efficaces. Nous contribuons ainsi à une Suisse d'avenir et aidons nos entreprises à développer des opportunités de marché.

www.swisscleantech.ch/fr/association